

Non à la sélection à l'université ! Bataille nationale !

En France, la dépense publique moyenne par étudiant diminue. Par conséquent, la sélection se durcit. En juillet 2024, 85 000 étudiants (10 % des bacheliers) n'avaient pas reçu d'affectation en STS, IUT, faculté... La sélection est sociale, elle touche fortement les jeunes issus des quartiers défavorisés, qui subissent notamment les critères de secteur de Parcoursup.

La sélection s'applique aussi en master (MonMaster) et en doctorat (jurys d'école doctorale et CSI). Les étudiants étrangers subissent la double peine avec Campus France et les frais d'inscription de plusieurs milliers d'euros. Les étudiantes la subissent aussi plus souvent en SHS et en lettres. En 2020-2021, elles représentaient 61 % des inscrits en master contre seulement 45 % des doctorants.

Chaque année, des centaines d'étudiants se structurent en comités de « sans-fac » aux côtés des syndicats étudiants (UNEF à Nanterre, SCUM-UE à Montpellier, UNEF à Lyon...) pour tenter d'obtenir une inscription. Cependant, les directions syndicales étudiantes nationales et locales, qu'elles se teignent en violet, en bleu ou en rouge, entraînent les étudiants « sans-fac » dans un combat local, isolé de l'ensemble des étudiants. Il faudrait, selon elles, mener le combat fac par fac, faire des recours et envahir régulièrement les bâtiments administratifs. Pour un individu, faire un recours est légitime. En revanche, il est scandaleux que les multiples petits appareils syndicaux (FAGE, UNEF, UE, PL...) s'en remettent tous aux présidences et aux conseils qui organisent la sélection voulue par l'État bourgeois. Au plus, ils appellent les « sans-fac » à envahir les conseils, tout en continuant à y siéger, donc à cautionner la sélection qu'appliquent ces organismes de cogestion mis en place pour empêcher un nouveau mai 1968.

Les étudiantes et les étudiants pourraient espérer que, quand un syndicat est animé par ceux qui se réclament de la révolution, les choses soient différentes.

L'UNEF est dirigée à Nanterre par la tendance TACLE, sur l'orientation du NPA-R jeunes. Le 20 septembre, l'UNEF Nanterre se plaint que la présidence de l'université Paris-Nanterre a annulé une commission de recours gracieux dans laquelle la présidence discutait avec les élus étudiants. Les syndicalistes de proposition veulent mettre en place une commission de sélection de la deuxième chance avec le ministère et le rectorat.

Mettre en place une commission de suivi des recours gracieux et des inscriptions dérogatoires. Nous proposons que des représentants du rectorat de Versailles et du ministère soient aussi présents à cette commission pour qu'ils contribuent également à la recherche de propositions dans d'autres établissements. (UNEF Nanterre, Lettre à la présidence de Paris-Nanterre, 20 septembre 2024).

Pour les chefs du NPA-R jeunes, plus question dans les faits de l'abrogation des lois de sélection ! Plus question de pouvoir étudier dans la filière et la fac de son choix ! Ces

« révolutionnaires » font croire que c'est le rectorat et le ministère (qui ont pour fonction d'appliquer la politique du gouvernement Macron-Attal-Retailleau ou Macron-Barnier-Hetzl) qui contreront les méfaits du conseil d'université. Alors que l'université de Nanterre est soumise à l'austérité... par le gouvernement. Voilà à quoi mène en pratique le refus de combattre dans les syndicats étudiants et enseignants contre les directions réformistes, la soumission aux bureaucrates et aux apprentis bureaucrates (l'actuelle secrétaire de la CGT a fait ses premiers pas dans l'UNEF-SE, une scission menée par le PCF qui a entretemps réintégré l'UNEF).

Tous les étudiants subissent la sélection. La défaite de 2019 sur Parcoursup n'a pour l'instant pas été surmontée par les étudiants. Pour la surmonter, il faut donner une perspective claire. Il faut organiser le combat central pour l'abrogation de toutes les lois de sélection ! Cela suppose que les syndicats étudiants et enseignants sortent des conseils de cogestion qui gèrent l'austérité et organisent la sélection ! Cela suppose que les syndicats de l'enseignement supérieur appellent les enseignants-chercheurs à ne plus organiser les comités de sélection !

Les jeunes communistes révolutionnaires n'appellent pas à former des comités de sélection de la deuxième chance ! Ils militent auprès de leurs camarades étudiants, dans les syndicats étudiants, dans les comités de « sans-fac » pour le front unique des organisations des étudiants et des travailleurs de l'ESR pour l'abrogation des lois de

sélection, pour la création des postes d'enseignants et autres personnels nécessaires, pour l'ouverture des locaux nécessaires, pour des cités universitaires de qualité et gratuite pour tous les étudiants, pour la gratuité des RU !

Camarades jeunes du NPA-R, ne menez pas la même politique que les bureaucraties réformistes ! Combattons ensemble dans les syndicats étudiants pour qu'ils appellent en commun à des assises nationales contre la sélection, organisées par les syndicats étudiants et les comités de « sans-fac » ! Pour qu'ils appellent, avec les syndicats de l'ESR et les confédérations, à une manifestation nationale à l'Assemblée pour empêcher l'adoption des budgets d'austérité de l'État et de la sécu ! Assemblées générales démocratiques partout, coordination nationale étudiante à partir des délégués élus (et révocables) par les AG pour affronter le gouvernement Macron-Barnier, en finir avec l'austérité et abroger toutes les lois et tous les décrets de sélection !

Pour une organisation autonome de Jeunes communistes internationalistes ! C'est ce que les militants jeunes du Groupe marxiste internationaliste (section française du Collectif révolution permanente) proposent à tous les jeunes et c'est le combat qu'ils mèneront à la hauteur de leurs moyens.

23 septembre 2024

